Fondation Jean Jaurès

International

LA SOIXANTE-ET-UNIÈME SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME À L'ONU

Laurence Rossignol, François Delattre, Hélène Conway-Mouret, Danielle Bousquet, Pascale Vion, Ghislaine Toutain, Françoise Morvan, Amandine Clavaud

17/03/2017

La Fondation Jean-Jaurès était présente pour la quatrième année consécutive à la réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme à l'ONU à New York. Le thème prioritaire de cette 61e session a porté sur l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution. Retour sur les activités de la Fondation à l'ONU.

Cette année encore, la Fondation faisait partie, avec une vingtaine d'organisations féministes, de la délégation officielle de la France, emmenée par **Laurence Rossignol**, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, **Danielle Bousquet**, présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, **Pascale Vion**, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entres les hommes et les femmes du Conseil économique, social et environnemental (CESE), **Hélène Conway-Mouret**, sénatrice des Français établis hors de France, vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, ancienne ministre et directrice du secteur international de la Fondation.

Rencontre à la représentation permanente de la France auprès des Nations unies autour de la ministre Laurence Rossignol, de l'ambassadeur François Delattre et des organisations féministes (13 mars 2017)

Cette rencontre de travail a eu pour objectif d'échanger en amont du lancement de la 61e session afin de mettre en avant les sujets fondamentaux en matière de droits des femmes que la France souhaite défendre sur la scène internationale, notamment lors du discours de la ministre Laurence Rossignol à l'Assemblée générale des Nations unies, aux côtés des délégations du monde entier. Cela permet aussi de lever les points sur lesquels la France doit rester vigilante pour la défense des droits des femmes, lors des négociations qui ont lieu au cours des deux semaines de la Commission.

Pour la ministre, cette 61e CSW (Commission on the status of women) a été l'occasion de réaffirmer que **l'égalité entre les femmes et les hommes est une priorité diplomatique pour la France**, qui est attendue sur les sujets en matière de défense des droits des femmes. Le thème prioritaire de cette année, « l'autonomisation économique des femmes », consensuelle, touche, en réalité, des sujets liés aux droits sexuels et reproductifs. Dans un climat international incertain et dans un contexte où les programmes de défense des droits des femmes sont affectés par la baisse des financements, notamment suite à la signature du décret de Donald Trump visant à interdire les financements pour les ONG internationales soutenant l'avortement, la ministre a exprimé son inquiétude et la nécessité de se mobiliser sur le long terme.

Discours d'ouverture de la 61e session du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres (13 mars 2017)

- Voir son discours en intégralité

Discours de Phumzile Mlambo-Ngcuka, secrétaire générale adjointe de l'ONU et directrice exécutive d'ONU-Femmes (13 mars 2017)

- Voir son discours en intégralité

Discours de la ministre Laurence Rossignol à l'Assemblée générale des Nations unies (15 mars 2017)

- Retrouvez toute son intervention

La reconnaissance des droits sexuels et reproductifs est une condition, est la condition de l'autonomisation des femmes (Laurence Rossignol)

Side event « Avortement et contraception: des droits universels, indispensables à l'autonomie des femmes » (15 mars 2017)

Parrainé par la France, en partenariat avec la Coordination française du Lobby européen des femmes, le Planning familial, et le soutien d'Équilibres & Populations, Excision-Parlons-En, Femmes solidaires, Fondation européennes des études progressistes, Fondation des femmes de l'Euro-Méditerrannée, International Alliance Women (IAW), International Planned Parenthood Federation (IPPF), Lobby européen des femmes, Union européenne féminine./sites/default/files/redac/commun/side_event_flyer_v2_vf.pdf

La ministre **Laurence Rossignol** a rappelé que « sans le respect des droits sexuels et reproductifs, l'autonomisation des femmes est une illusion ». Elle a ajouté que « ces cinq années ont été

positives en matière de droits des femmes. Nous devons continuer à défendre une conception universelle des droits sexuels et reproductifs. Une femme meurt d'un avortement clandestin toutes les dix minutes. 225 millions de femmes sont dépourvues d'accès à la contraception »./sites/default/files/redac/commun/side_event_flyer_-_eng.pdf

Le contrôle du corps des femmes est une obsession historique des sociétés patriarcales (Laurence Rossignol)

Pour **Susan Blankhart**, ambassadrice envoyée spéciale pour les droits des femmes au Pays-Bas, « save abortion is fundamental ». Elle est revenue sur l'initiative « She Decides », conférence internationale qui a réuni plusieurs pays européens afin de lever des fonds pour pallier le manque de financements de la part des États-Unis.

She Decides is really important in our agenda (Susan Blankhart)

Zita Gurmai, présidente du PSE-Femmes a déclaré: « Our body is our right. [...] The right to choice must be guaranteed »./sites/default/files/redac/commun/intervention_de_rebecca_chalker.pdf

Rebecca Chalker, féministe et auteure, a fait état de la situation des droits des femmes aux États-Unis, notamment au sein des Clinic Center, qui doivent faire face à une opposition accrue au niveau fédéral, réduisant le droit à l'avortement et l'accès à la contraception des femmes./sites/default/files/redac/commun/intervention_de_pamela_martin_garcia.pdf

Maria Antonieta Alcada, directrice du plaidoyer à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), et **Pamela Martin Garcia**, conseillère au groupe FUSA en Argentine, ont, quant à elles, évoqué la situation des femmes en Amérique latine où l'avortement est interdit dans certains pays comme au Nicaragua, Chili ou le Salvador, en raison notamment du poids de l'Église catholique.

Rencontre transatlantique entre Américaines et Européennes (15 mars 2017)

Présidée par **Zita Gurmai**, présidente du PSE-Femmes, cette rencontre annuelle entend contribuer au dialogue entre les Américaines et les Européennes – chercheures, expertes, responsables politiques – en matière des droits des femmes.

Cette année, les Américaines ont appelé à une mobilisation et un soutien de la part des Européennes, suite à l'élection de Donald Trump qui fait planer un risque pour les droits des femmes notamment celui du droit à l'avortement. Les droits des femmes sont menacés, partout où le conservatisme et le populisme progressent, que ce soit aux États-Unis ou en Europe – le cas

polonais n'est qu'un exemple en Europe où la mobilisation de la société civile a été essentielle pour stopper la proposition de loi visant à interdire le droit à l'avortement.

Helena Dalli, ministre du Dialogue social, de la Consommation, et des Libertés civiles à Malte, **Yasmine Ergas**, directrice de recherche à la Columbia University, **Rebecca Chalker**, féministe et auteure, **Zoe Grotophorst**, chercheure au Lake Research Centre, **Sonia Ossario**, présidente du National Women organisation à New-York, **Luise Rürup**, directrice du bureau new-yorkais de la Friedrich-Ebert Stiftung, ont débattu aux côtés de **Ghislaine Toutain**, conseillère de la Fondation Jean-Jaurès, **Amandine Clavaud**, responsable Europe de la Fondation Jean-Jaurès, **Françoise Morvan**, présidente de la CLEF, **Audrey Robert**, conseillère de la CLEF, **Monique Halpern**, Institut Émilie du Châtelet, **Claudine Monteil**, ancienne diplomate et historienne, **Lesia Radelicki**, coordinatrice du PSE-Femmes, **Lisa Kastner**, policy advisor à la FEPS.

Les femmes dans le monde du travail: condition *sine qua non* de l'autonomie des femmes

Retrouvez l'interview de Ghislaine Toutain, conseillère du président de la Fondation Jean-Jaurès, interrogée par la radio des Nations unies :

Bilan de la 61e session autour de la ministre Laurence Rossignol (4 avril 2017)

La ministre Laurence Rossignol a réuni les organisations féministes présentes ainsi que les membres du Quai d'Orsay qui ont travaillé au cours de la négociation durant les quinze jours de la 61e CSW.

Les négociations ont été âpres dans un contexte international et national difficile aussi bien en Europe – qui ne s'est pas montrée unie, l'absence de la tenue d'une réunion des ministres des États membres soulignant la disparité des positions en matière des droits des femmes – qu'aux États-Unis. Ces derniers ont, en effet, mis en avant de nouvelles orientations (refus du langage agréé, blocage sur les thématiques liées à la sécurité sociale et au climat par exemple), conformes aux positions du nouveau président des États-Unis, Donald Trump.

Il faut ajouter à cela le travail d'obstruction réalisé par la Russie, véritable catalyseur pour les pays conservateurs.

Ainsi, les pays conservateurs font preuve d'une réelle structuration dans les négociations, appuyée par des financements importants, et forment les jeunes, accentuant d'autant plus leur présence par le biais des réseaux sociaux. La société civile doit travailler avec les jeunes afin d'apporter des

réponses dans le combat pour les droits des femmes et doit aussi faire connaître la CSW.

Face à cette nouvelle configuration de la scène internationale, l'Union européenne s'est retrouvée politiquement isolée et a fait l'objet de mises en cause de la part des pays conservateurs.

La protection sociale, la famille, la société civile sont apparues comme des sujets clivants pour certains pays conservateurs. Mais la France a été à l'initiative conduisant à la signature d'une déclaration conjointe avec vingt-un États membres de l'Union européenne.

La ministre Laurence Rossignol et les organisations féministes ont appelé à une vigilance qui ne doit pas cesser en matière de défense des droits des femmes, et à une mobilisation continue tant au niveau national qu'au niveau international.



Crédits: Fondation Jean-JaurèsPetit-déjeuner de travail à la représentation permanente de la France auprès des Nations unies autour de la ministre Laurence Rossignol



Crédits: Fondation Jean-JaurèsIntervention de Ghislaine Toutain, conseillère du président de la Fondation Jean-Jaurès



Crédits: Fondation Jean-JaurèsGhislaine Toutain, conseillère du président de la Fondation Jean-Jaurès, interviewée par la radio ONU Info



Crédits: Fondation Jean-JaurèsSide event « L'avortement et la contraception, des droits universels indispensables à l'autonomie des femmes »



Crédits: Fondation Jean-JaurèsLa ministre Laurence Rossignol, Françoise Morvan (CLEF), Véronique Séhier (Planning familial), Susan Blankhart (ambassadrice, Pays-Bas), Pamela Martin Garcia (FUSA), Maria Antonieta Alcade (IPPF), Rebecca Chalker, Zita Gurmai (PSE-Femmes, vice-présidente de la FEPS)



Crédits: Fondation Jean-JaurèsSiège des Nations unies



Crédits: Fondation Jean-JaurèsSiège des Nations unies



Crédits: Fondation Jean-JaurèsSalle du Conseil de sécurité des Nations unies



Crédits: Fondation Jean-JaurèsRencontre transatlantique entre Américaines et Européennes: Zita Gurmai (PSE-Femmes), Helena Dalli (ministre du Dialogue social, de la consommation et des libertés civiles, Malte), Yasmine Ergas (directrice de recherche, Columbia University), Rebecca Chalker (féministe et auteure américaine), Zoe Grotophorst (chercheure, Lake Research Centre), Sonia Ossario (présidente, National Women Organisation, New York), Luise Rürup (directrice, Friedrich Ebert Stiftung, New York), Françoise Morvan (présidente, CLEF), Audrey Robert (conseillère, CLEF), Claudine Monteil (ancienne diplomate, historienne), Lesia Radelicki (coordinatrice, PSE-Femmes), Lisa Kastner (policy advisor, FEPS), Ghislaine Toutain (conseillère du président, Fondation Jean-Jaurès), Amandine Clavaud (responsable Europe, Fondation Jean-Jaurès)



Crédits: Fondation Jean-JaurèsVue du siège des Nations unies sur le Chrysler Building